

tenue sous la présidence de Monsieur Le Roux, assisté(e)
de Monsieur Le Bonniec et Madame Le Berre, Conseillers
En présence de Monsieur Moulinier, Rapporteur public
Madame Gueguen, Greffière

09 heures 15

01)	DOSSIER N° 2601934	RAPPORTEUR: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 19 février 2026 du Finistère portant refus de délivrance de titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination, interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an et obligation de remettre son passeport aux services de la police nationale de Brest et de se présenter une fois par semaine à ces mêmes services	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SELARLU HAGEGE (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
02)	DOSSIER N° 2601935	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 12 février 2026 du Finistère portant refus de délivrance de titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et une interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SELARL VALADOU - JOSSELIN & ASSOCIES
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
03)	DOSSIER N° 2601936	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 3 novembre 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître LE BIHAN Katell (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 15

04)	DOSSIER N° 2601937	RAPPORTEUR: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 1 février 2026 du préfet de l'Eure-et-Loir portant obligation de quitter le territoire français sans délai, fixant le pays de destination, et prononçant une interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître MAONY Manon (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'EURE-ET-LOIR	
05)	DOSSIER N° 2602022	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 12 mars 2026 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
06)	DOSSIER N° 2602023	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 24 septembre 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître LE VERGER Mélanie
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 15

07)	DOSSIER N° 2602778	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 24 septembre 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître LE VERGER Mélanie
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
08)	DOSSIER N° 2602036	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 18 août 2025 du Morbihan portant refus de délivrance de titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et obligation de remettre son passeport au commissariat de Lorient et de se présenter deux fois par semaine à ces mêmes services	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître SALIN Frédéric
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
09)	DOSSIER N° 2602040	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 31 juillet 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître PERES Gwendoline (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 15

10)	DOSSIER N° 2602148	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 4 décembre 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître THEBAULT Irène
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
11)	DOSSIER N° 2602149	RAPPORTEURE: Madame Anais Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 28 novembre 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître BERTHAUT Léo-Paul (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
12)	DOSSIER N° 2602180	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 12 septembre 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée de deux ans	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître BERTHET-LE FLOCH Flora
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 15

13)	DOSSIER N° 2602183	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 3 juin 2025 des Côtes-d'Armor mettant portant rejet d'une demande d'admission au séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours et fixant le pays de destination	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE STRAT Gaëlle
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
14)	DOSSIER N° 2602111	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 19 février 2026 du préfet du Finistère portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître MAONY Manon (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
Observateur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
15)	DOSSIER N° 2602367	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 12 septembre 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître BERTHET-LE FLOCH Flora
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 15

16)	DOSSIER N° 2602369	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 1er février 2026 du préfet de Police de Paris portant obligation de quitter le territoire français, refusant l'octroi d'un délai de départ volontaire et fixant le pays à destination	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître MARAL Sophie (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE POLICE DE PARIS - 11EME BUREAU	
17)	DOSSIER N° 2602371	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 1er février 2026 du préfet de Police de Paris portant obligation de quitter le territoire français, refusant l'octroi d'un délai de départ volontaire et fixant le pays à destination	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître MARAL Sophie (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE POLICE DE PARIS - 11EME BUREAU	
18)	DOSSIER N° 2602375	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 10 septembre 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE STRAT Gaëlle
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 15

19)	DOSSIER N° 2602376	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 12 septembre 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître BERTHET-LE FLOCH Flora
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
20)	DOSSIER N° 2602483	RAPPORTEURE: Madame Anais Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 5 décembre 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination, interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an et obligation de remettre son passeport aux services de la gendarmerie de Guipavas et de s'y présenter une fois par semaine	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître NOHE-THOMAS Margot (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
21)	DOSSIER N° 2602506	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 3 décembre 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE BIHAN Katell (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 15

22)	DOSSIER N° 2602507	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 4 mars 2026 du Morbihan portant refus de délivrance de titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et obligation de remettre son passeport au commissariat de Lorient et de se présenter deux fois par semaine à ces mêmes services	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LEAUTE Aurélie
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
23)	DOSSIER N° 2602509	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 17 septembre 2025 des Côtes-d'Armor portant retrait de titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et une interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée de trois ans pourra être prononcée	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SELARL RIVIERE & GAULT ASSOCIES (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
24)	DOSSIER N° 2600797	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 19 novembre 2025 du Finistère portant refus de délivrance de titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination, interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an et obligation de remettre son passeport aux services de la police nationale à Brest et de s'y présenter une fois par semaine	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître BLANCHOT Anna (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
Observateur	OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTEGRATION	

09 heures 15

25)	DOSSIER N° 2600644	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	OQTF 6 mois - Demande d'annuler l'arrêté du 23 mai 2025 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé le pays de renvoi et lui a interdit le retour pour une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE STRAT Gaëlle
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
26)	DOSSIER N° 2600933	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 14 août 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination, interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an et obligation de pointage deux fois par semaine à la direction zonale de la police aux frontières zone Ouest	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE STRAT Gaëlle
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
27)	DOSSIER N° 2601610	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 2 février 2026 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître SEMINO Enzo (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

Arrêté le 27/05/2026
Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Monsieur Le Roux, assisté(e)
de Monsieur Le Bonniec et Madame Le Berre, Conseillers
En présence de Monsieur Moulinier, Rapporteur public
Madame Gueguen, Greffière

10 heures 00

01)	DOSSIER N° 2500728	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS MICHEL LEDOUX & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	
02)	DOSSIER N° 2500730	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS MICHEL LEDOUX & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	
03)	DOSSIER N° 2502137	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS TEISSONNIERE TOPALOFF LAFFORGUE ANDREU ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	

10 heures 00

04)	DOSSIER N° 2503399	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS MICHEL LEDOUX & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	
05)	DOSSIER N° 2506467	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS MICHEL LEDOUX & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	
06)	DOSSIER N° 2504832	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la décision du 15 mai 2025 par laquelle la Commission des Recours Militaires a rejeté sa demande d'indemnisation résultant de l'exposition professionnelle à des fibres d'amiante et de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de cette exposition	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS MICHEL LEDOUX & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	

tenue sous la présidence de Monsieur Le Roux, assisté(e)
de Monsieur Le Bonniec et Madame Le Berre, Conseillers
En présence de Monsieur Moulinier, Rapporteur public
Madame Gueguen, Greffière

11 heures 00

01) **DOSSIER N° 2402727** **RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec**

Titre de l'affaire Recours indemnitaire : Demande d'annulation de la décision du 19 mars 2024 de la commune de Dinard portant rejet d'indemnisation des préjudices subis consécutifs à la chute d'un arbre survenue le 2 février 2020 sur la promenade du Clair de Lune à Dinard

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur et Madame	Maître GUERIN ANNE-CAROLE (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE DINARD	CABINET CAYOL PIERSON (Cour)
Intervenant	CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE D'ILLE-ET-VILAINE	

02) **DOSSIER N° 2300964** **RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec**

Titre de l'affaire Demande d'annuler la concession d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports signée le 22 décembre 2022 entre l'Etat et la communauté d'agglomération de Guingamp Paimpol en vue de l'établissement, l'exploitation et l'entretien du terre-plein nécessaire au pôle nautique de Loguivy-de-La-Mer sur la commune de Ploubazlanec

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	ASSOCIATION POUR LA PRESERVATION DU LITTORAL DE ROC'H HIR, LANDIRIS ET LANDMÉLUS	Maître JEAN-MEIRE Pierre
	Monsieur	Maître JEAN-MEIRE Pierre
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	

11 heures 00

03)	DOSSIER N° 2204975	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Recours indemnitaire - Demande de condamnation de la commune de Saint-Brieuc dans le cadre d'un accident survenu le 22 juillet 2021 du fait d'un défaut d'un ouvrage public	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	SOCIETE D'AVOCATS JURIS ARMOR
Défendeur	COMMUNE DE SAINT-BRIEUC SOCIETE AUXIFIP CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES COTES-D'ARMOR	SOCIETE D'AVOCATS VERDIER MARTIN Maître EPAUD David (Cour)
04)	DOSSIER N° 2303519	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision implicite de la direction régionale des finances publiques de Bretagne portant refus de retirer un titre de perception émis le 3 août 2022 correspondant à un indu de rémunération	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	SOCIETE D'AVOCATS PEQUIGNOT (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST	
Observateur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
05)	DOSSIER N° 2304231	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 6 mai 2022 de la commune de Trebeurden portant rejet d'une demande de création d'un second accès à une habitation 1 ter Venelle de C'hra Rouz, ensemble la décision rejetant le recours gracieux	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS GUILLOTIN LE BASTARD
	Madame	SOCIETE D'AVOCATS GUILLOTIN LE BASTARD
Défendeur	COMMUNE DE TREBEURDEN	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP

11 heures 00

06)	DOSSIER N° 2303817	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la délibération 3.2 du 9 février 2023 par laquelle le conseil municipal de la commune de Fouesnant les Glénan a acté la cession des parcelles cadastrées section CA n° 106p, 108, 295, 385, 386, 387, 388 sises route des dunes à Beig Meil, ainsi que la décision du 9 mai 2023 portant rejet du recours gracieux	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur Madame Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR
Défendeur	COMMUNE DE FOUESNANT	
07)	DOSSIER N° 2400035	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Recours indemnitaire - Demande d'annulation de la décision implicite de Rennes Métropole et de la ville de Rennes portant rejet d'une demande d'indemnisation suite à un accident de circulation survenu le 28 avril 2022 en raison de travaux sur une voie relevant de la compétence de Rennes Métropole	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP
	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP
Défendeur	COMMUNE DE RENNES RENNES METROPOLE SOCIETE EN'RNOV SOCIETE COLAS FRANCE SOCIÉTÉ ENGIE ENERGIE SERVICES	SELARL ARES CABINET CAYOL PIERSON (Cour) Maître THORRIGNAC Bruno (Cour) CORNET VINCENT SEGUREL (Cour) Maître THORRIGNAC Bruno (Cour)

11 heures 00

08)	DOSSIER N° 2300200	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la décision implicite par laquelle la société ENEDIS n'a pas procédé à l'enlèvement des deux poteaux implantés sur sa parcelle cadastrée section YB n° 37 située sur le territoire de la commune du Fauët suite à son recours préalable du 6 octobre 2022.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître QUENTEL Vincent
Défendeur	SOCIETE ENEDIS	LPR AVOCAT
09)	DOSSIER N° 2301604	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 9 septembre 2022 de La Poste Rennes Cesson portant radiation des cadres, ensemble la décision implicite de rejet du recours gracieux et formant recours indemnitaire par courrier du 22 novembre 2022	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	SOCIETE D'AVOCATS LARZUL-BUFFET-LE ROUX & ASSOCIES
Défendeur	LA POSTE	SELARL ARES (Cour)

Arrêté le 27/05/2026

Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Monsieur Le Roux, assisté(e)
de Monsieur Le Bonniec et Madame Le Berre, Conseillers
En présence de Monsieur Moulinier, Rapporteur public
Madame Gueguen, Greffière

11 heures 00

01)	DOSSIER N° 2402727	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Recours indemnitaire : Demande d'annulation de la décision du 19 mars 2024 de la commune de Dinard portant rejet d'indemnisation des préjudices subis consécutifs à la chute d'un arbre survenue le 2 février 2020 sur la promenade du Clair de Lune à Dinard	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur et Madame	Maître GUERIN ANNE-CAROLE (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE DINARD	CABINET CAYOL PIERSON (Cour)
Intervenant	CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE D'ILLE-ET-VILAINE	
02)	DOSSIER N° 2300964	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la concession d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports signée le 22 décembre 2022 entre l'Etat et la communauté d'agglomération de Guingamp Paimpol en vue de l'établissement, l'exploitation et l'entretien du terre-plein nécessaire au pôle nautique de Loguivy-de-La-Mer au lieudit Roc'h Hir sur la commune de Ploubazlanec	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	ASSOCIATION POUR LA PRESERVATION DU LITTORAL DE ROC'H HIR, LANDIRIS ET LANDMÉLUS	Maître JEAN-MEIRE Pierre
	Monsieur	Maître JEAN-MEIRE Pierre
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	

11 heures 00

03)	DOSSIER N° 2204975	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Recours indemnitaire - Demande de condamnation de la commune de Saint-Brieuc dans le cadre d'un accident survenu le 22 juillet 2021 du fait d'un défaut d'un ouvrage public	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	SOCIETE D'AVOCATS JURIS ARMOR
Défendeur	COMMUNE DE SAINT-BRIEUC SOCIETE AUXIFIP CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES COTES-D'ARMOR	SOCIETE D'AVOCATS VERDIER MARTIN Maître EPAUD David (Cour)
04)	DOSSIER N° 2303519	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision implicite de la direction régionale des finances publiques de Bretagne portant refus de retirer un titre de perception émis le 3 août 2022 correspondant à un indu de rémunération	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	SOCIETE D'AVOCATS PEQUIGNOT (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST	
Observateur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
05)	DOSSIER N° 2304231	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 6 mai 2022 de la commune de Trebeurden portant rejet d'une demande de création d'un second accès à une habitation 1 ter Venelle de C'hra Rouz, ensemble la décision rejetant le recours gracieux	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS GUILLOTIN LE BASTARD
	Madame	SOCIETE D'AVOCATS GUILLOTIN LE BASTARD
Défendeur	COMMUNE DE TREBEURDEN	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP

11 heures 00

06)	DOSSIER N° 2303817	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la délibération 3.2 du 9 février 2023 par laquelle le conseil municipal de la commune de Fouesnant les Glénan a acté la cession des parcelles cadastrées section CA n° 106p, 108, 295, 385, 386, 387, 388 sises route des dunes à Beig Meil, ainsi que la décision du 9 mai 2023 portant rejet du recours gracieux	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur Madame Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR
Défendeur	COMMUNE DE FOUESNANT	
07)	DOSSIER N° 2400035	RAPPORTEURE: Madame Anaïs Le Berre
Titre de l'affaire	Recours indemnitaire - Demande d'annulation de la décision implicite de Rennes Métropole et de la ville de Rennes portant rejet d'une demande d'indemnisation suite à un accident de circulation survenu le 28 avril 2022 en raison de travaux sur une voie relevant de la compétence de Rennes Métropole	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP
Défendeur	Monsieur COMMUNE DE RENNES RENNES METROPOLE SOCIETE EN'RNOV SOCIETE COLAS FRANCE SOCIÉTÉ ENGIE ENERGIE SERVICES	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP SELARL ARES CABINET CAYOL PIERSON (Cour) Maître THORRIGNAC Bruno (Cour) CORNET VINCENT SEGUREL (Cour) Maître THORRIGNAC Bruno (Cour)

11 heures 00

09)

DOSSIER N° 2301604

RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec

Titre de l'affaire Demande d'annulation de la décision du 9 septembre 2022 de La Poste Rennes Cesson portant radiation des cadres, ensemble la décision implicite de rejet du recours gracieux et formant recours indemnitaire par courrier du 22 novembre 2022

Nom des parties

Demandeur

Madame

Défendeur

LA POSTE

Représentants des parties

SOCIETE D'AVOCATS LARZUL-BUFFET-LE ROUX & ASSOCIES

SELARL ARES (Cour)

Arrêté le 28/05/2026

Le président du tribunal

tenue par Monsieur Le Roux, magistrat-désigné
En présence de Monsieur Moulinier, Rapporteur public
Madame Gueguen, Greffière

11 heures 15

01)	DOSSIER N° 2403058	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annuler une décision du 16 avril 2024 par laquelle la direction régionale des finances publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine a rejeté une demande d'indemnité temporaire de retraite (ITR)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE MINISTERE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS	
02)	DOSSIER N° 2401261	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la décision implicite de rejet née du silence observé par le directeur de l'Agence nationale des titres sécurisés sur sa demande du 25 septembre 2023 tendant à la délivrance d'un permis de conduire	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître GUILLOU Damien
Défendeur	AGENCE NATIONALE DES TITRES SECURISES MINISTERE DE L'INTERIEUR PREFECTURE DU MORBIHAN	

tenue par Monsieur Le Bonniec, magistrat-désigné
En présence de Monsieur Moulinier, Rapporteur public
Madame Gueguen, Greffière

11 heures 30

01) DOSSIER N° 2508133 RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec

Titre de l'affaire Contravention de grande voirie (CGV) : demande de condamner au paiement de l'amende prévue pour la contravention de 5ème classe par l'article 131-13 du code pénal et conformément aux dispositions du décret n°2003-172 du 25 février 2003 relatif aux peines d'amende applicables aux CGV commises sur le domaine public maritime (DPM) en dehors des ports, CGV dressée le 22 juillet 2025 pour le navire dénommé « * » immatriculé sous le n°, au motif d'une occupation illicite du DPM, mouillé sur l'estran sur le littoral de la commune de La Forêt-Fouesnant

Nom des parties

Représentants des parties

Demandeur PREFECTURE DU FINISTERE

Défendeur Monsieur

02) DOSSIER N° 2508509 RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec

Titre de l'affaire Contravention de grande voirie (CGV) : demande de condamner au paiement de l'amende prévue pour la contravention de 5ème classe par l'article 131-13 du code pénal et conformément aux dispositions du décret n°2003-172 du 25 février 2003 relatif aux peines d'amende applicables aux CGV commises sur le domaine public maritime (DPM) en dehors des ports, CGV dressée le 8 août 2025 pour le navire dénommé « * » immatriculé sous le n°, au motif de l'échouage sur l'estran, au niveau du tombolo, en dehors des limites des zones de mouillage, sur le littoral de la commune de Plougasnou

Nom des parties

Représentants des parties

Demandeur PREFECTURE DU FINISTERE

Défendeur Monsieur

Arrêté le 27/05/2026

Le président du tribunal

